



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COVERIS FLEXIBLES FRANCE SA**

Fontrousse  
BP 110  
42700 Firminy

Références : **UID4243-DSSP-25-471**  
Code AIOT : 0016500006

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement COVERIS FLEXIBLES FRANCE SA implanté Site de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVERIS FLEXIBLES FRANCE SA
- Site de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0016500006
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale du site est l'impression sur film plastique avec des encres à base solvantée.

## Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2	Sans objet
3	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.1	Sans objet
5	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3	Sans objet
7	Gestion des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives. En particulier, le plan de gestion des solvants doit être revu, notamment pour justifier du taux des émissions diffuses.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant surveille les émissions totales et les émissions diffuses de COV sur la base du plan de gestion des solvants défini au point 4 de la présente annexe.
<b>Constats :</b>  Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants établi au titre de l'année 2024. Il met notamment en évidence une quantité annuelle de rejets canalisés de 5803 tonnes de COV (après épuration par un oxydateur thermique) et 43 686 tonnes d'émissions diffuses.

Les échanges tenus en salle ont toutefois permis d'identifier les faiblesses ou pistes d'améliorations suivantes :

- La quantité de solvants réutilisés I2 correspond à 80% de la quantité de solvants de nettoyage achetés sur l'année, 80% correspondant au rendement du distillateur. L'exploitant précisera si une quantité X de solvants achetée l'année N peut être recyclée plusieurs fois la même année, et dans ces conditions, être ajoutée autant de fois dans I2.
- Les émissions diffuses sont déterminées par soustraction par la formule I1-O1-O3-O5-O6. Or, dans le tableur, on peut constater que O5 fait aussi intervenir dans sa formule de calcul les données O3 et O6. Il semblerait que cette formule de calcul ne soit pas adaptée. De plus, les solvants présents sur les produits finis doivent être pris en compte dans les émissions diffuses (et non soustraits).
- Solvant utilisé non capté : cette quantité est déterminée par un calcul, mais les échanges sembleraient montrer que certaines quantités correspondantes pourraient être utilisées dans des zones captées.
- Les périodes de non-fonctionnement de l'oxydateur de COV (notamment lors de sa phase d'installation qui a duré 2 à 3 semaines) ne sont pas prises en compte.
- Les quantités de solvants présents dans les déchets sont estimés sur la base d'analyses d'extraits secs réalisées en 2019. Une nouvelle analyse semble nécessaire afin de vérifier si le taux de 50 % retenu est toujours d'actualité.
- ligne 21 : la quantité de solvants utilisés sur machine canalisée est considérée totalement captée. Est-ce que ce taux de 100 % canalisé peut être justifié ? N'y a-t-il pas une part d'émissions diffuses, notamment au niveau des aspirations dans les seaux ?
- O1 est déterminé par des calculs de quantités utilisées. L'exploitant comparera le résultat obtenu avec un calcul prenant en compte les résultats des analyses des rejets atmosphériques et le nombre d'heures de fonctionnement (attention, pour ce type de calcul, il convient d'être vigilant avec les unités : les analyses sont exprimées en équivalent carbone).

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir pris des dispositions pour limiter les quantités de solvants utilisés (notamment pour ce qui concerne les encres), ce qui a permis de diminuer de façon notable le ratio "gramme encre acheté/m<sup>2</sup> imprimé".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** Le plan de gestion des solvants présentés ne correspond pas complètement aux attendus, avec notamment des imprécisions.

L'exploitant veillera à établir, avant le 31 mars 2026, le plan de gestion des solvants de l'année 2025 selon une méthode permettant de lever les doutes et interrogations mis en évidence au cours de la visite objet du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Surveillance des gaz résiduels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences d'analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. COVT Tous secteurs Toute cheminée avec un flux de COVT < 10 kg C/h NF EN 12619 : Une fois par an Toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10 kg C/h Normes EN génériques : En continu  NOX Traitement thermique des effluents gazeux NF EN 14792 : Une fois par an CO Traitement thermique des effluents gazeux NF EN 15058 : Une fois par an
<b>Constats :</b>  Le flux horaire des COVT est inférieur à 10 kg/h. La fréquence d'analyse annuelle est respectée : <ul style="list-style-type: none"><li>• en 2024 trois analyses ont été réalisées (un contrôle inopiné, et deux analyses programmées par l'exploitant, dont une pour vérifier l'efficacité d'actions correctives),</li><li>• en 2025, analyse programmée au 5 décembre.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions totales de COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission suivante :  Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants : 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés (moyenne annuelle)  En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels précisés au point 3.11.1.2.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé de calcul visant à se positionner en regard de la valeur limite d'émission de 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés. Pour le moment, il se positionne plutôt dans une volonté de respecter les valeurs limites fixées pour les émissions diffuses et les émissions de COV dans les gaz résiduels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de COV
<b>Prescription contrôlée :</b>  Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :  - pour les émissions diffuses de COV : Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants : VLE : 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée (moyenne annuelle)
<b>Constats :</b>  Sur la base du PGS de l'année 2024, le taux des émissions diffuses s'élève à 16,4 %, supérieur à la valeur limite de 12 %.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Non-conformité :</b> La valeur limite fixée pour le taux des émissions diffuses n'est pas respectée. Avant le 31 mars 2026, l'exploitant précisera le taux des émissions diffuses obtenu avec le plan de gestion des solvants établi au titre de l'année 2025. Si le résultat obtenu est toujours supérieur à 12 %, la transmission du plan de gestion des solvants sera accompagnée d'un plan d'action décrivant les actions correctives à mettre en œuvre. Les échéances proposées associées à chacune des actions seront justifiées sur la base d'un argumentaire technico-économique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de COV dans les gaz résiduels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :  Paramètre Unité VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) NOX mg Equivalent NO2 / Nm <sup>3</sup> : 100 CO mg/Nm <sup>3</sup> : 100 COVT mg C/Nm <sup>3</sup> : 20
<b>Constats :</b>  Les résultats des trois dernières campagnes d'analyses réalisées en 2024 sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• 07/2024 : COVT = 64,6 mg/m<sup>3</sup>, CO = 6,1 mg/m<sup>3</sup>, NO<sub>x</sub> = 0,98 mg/m<sup>3</sup>,</li><li>• 08/2024 : COVT = 52,8 mg/m<sup>3</sup>, CO = 27 mg/m<sup>3</sup>, NO<sub>x</sub> = 0 mg/m<sup>3</sup>,</li><li>• 10/2024 : COVT = 17,3 mg/m<sup>3</sup>, CO = 9,6 mg/m<sup>3</sup>, NO<sub>x</sub> = 1,64 mg/m<sup>3</sup></li></ul>

Suite aux dépassements constatés notamment lors du contrôle inopiné d'août 2024, l'exploitant a fait réaliser d'importants travaux d'optimisation, incluant le remplacement de joints et bagues de guidage. L'efficacité de ces travaux a pu être observé par les résultats du contrôle d'octobre 2024 (information communiquées par courriel du 12 décembre 2024).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Observation :</b> Le rapport des résultats d'analyses de 2025 sera transmis dès réception à l'inspection, accompagné de commentaires. En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, un plan d'action devra être joint à cette transmission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions lors d'OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous. <p>a. Détermination des équipements critiques : Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).</p> <p>b. Inspection, maintenance et surveillance : Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec une société externe qui prévoit une visite de maintenance préventive une fois par an. Cette même société est capable d'intervenir sous un délai maximal de l'ordre de 3 jours en cas de panne. L'exploitant dispose d'un stock de pièces détachées. En cas de panne, l'activité est réduite afin de réduire les émissions non traitées. <p>Une fois par mois, l'équipe de maintenance de l'entreprise assure une vérification préventive d'équipements identifiés dans un tableur. Ces vérifications sont tracées.</p> Il n'existe toutefois pas de procédure formalisée précisant l'organisation mise en place afin de répondre à la prescription, notamment pour ce qui concerne le programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques. Également, pour le cas des périodes OTNOC, aucun enregistrement n'a été présenté. Pour le cas de la période de mise en place de l'oxydateur en 2024, l'exploitant n'a pas évalué les émissions générées. L'exploitant a indiqué qu'un monitoring de l'oxydateur sera mis en place 2026.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Non-conformité :</b> Les dispositions visées par le présent point de contrôle ne sont pas complètement respectées. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant fera part de l'organisation qu'il compte mettre en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Gestion des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés</b> Extrait : ... La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. ...
<b>Constats :</b>  Des cuves fixes de stockages de solvants extérieures sont associées à une capacité de rétention. Au cours de la visite, il a été constaté que la vanne permettant d'évacuer les eaux pluviales susceptibles de s'accumuler était en position ouverte. Suite à la remarque effectuée au cours de la visite, l'exploitant a immédiatement mis la vanne en position fermée et a indiqué que la procédure associée sera mise à jour afin de rappeler qu'elle doit être maintenue fermée en permanence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Observation :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant adressera à l'inspection la procédure justifiant que la consigne visant à maintenir en position fermée la vanne de la rétention associée aux cuves fixes de stockage de solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite